

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
1 rue de la Cité-Administrative
Cité administrative, Bât. G
BP 80002 - Cedex 9
31074 Toulouse

Toulouse, le 24/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SETMI

11 chemin de Perpignan
BP 33724
31000 TOULOUSE

Références : 2022-773

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/05/2022 dans l'établissement SETMI implanté 11 chemin de Perpignan à TOULOUSE. L'inspection a été annoncée le 05/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est effectuée dans le cadre d'un incident survenu le 29/11/2021 sur le site. Le silo de REFIOM (résidus d'épuration des fumées) s'était affaissé au niveau de sa base lors d'une opération de dépotage. Il s'était appuyé contre le mur de l'usine, en équilibre précaire, risquant à tout moment de tomber vers les équipements voisins ou de s'éventrer. Le silo contenait au moment de l'évènement 132,8 tonnes de REFIOM.

Des opérations de sécurisation et de stabilisation avaient été immédiatement entreprises.

L'indisponibilité du circuit de secours d'évacuation des REFIOM, du fait de sa proximité avec le silo, avait contraint l'exploitant à arrêter temporairement l'alimentation des fours en ordures ménagères (avec un maintien d'une production de vapeur aux brûleurs gaz), puis à en faire fonctionner 2 sur 4 à charge réduite.

L'objectif de la visite est de faire un bilan à froid de l'incident avec l'exploitant d'une part, et de vérifier les conditions d'exploitation de l'installation compte tenu de l'indisponibilité du stockage de REFIOM en silo d'autre part.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETMI
- 11 chemin de Perpignan BP 33724 31000 TOULOUSE
- Code AIOT dans GUN : 0006802412
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La SETMI exploite à Toulouse, dans le cadre d'une délégation de service public (accordée aujourd'hui à la société VEOLIA), et pour le compte du syndicat mixte DECOSET, une usine d'incinération de déchets non dangereux.

Elle incinère les déchets ménagers produits par une partie de l'agglomération de Toulouse et assure également l'incinération de déchets industriels banals ainsi que de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI).

Construit en 1969, le site dispose de 4 fours présentant une capacité totale d'incinération autorisée de 330 000 tonnes par an et d'une plateforme de valorisation des mâchefers.

La chaleur produite par l'incinération des déchets, valorisée au travers d'un ensemble de chaudières et de turbines, permet d'alimenter le réseau de chaleur de plusieurs quartiers toulousains et du Cancérôpôle, d'alimenter en vapeur directement la blanchisserie et l'unité de stérilisation du CHU de Rangueil et de produire de l'électricité, réutilisée directement dans l'usine ou revendue à Enedis.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Transmission du rapport d'accident/incident
- Analyse des causes profondes
- Gestion de la phase transitoire
- Remplacement du silo

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet
Rapport d'incident	AP de Mesures d'Urgence du 02/12/2021, article 4	/	Sans objet
Entreposage des déchets produits	Arrêté Préfectoral du 26/12/2004, article 5.1.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rapport d'incident	AP de Mesures d'Urgence du 02/12/2021, article 4	/	Sans objet
Mesures conservatoires immédiates	AP de Mesures d'Urgence du 02/12/2021, article 2	/	Sans objet
Mise en oeuvre du projet	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R. 181-46 II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra transmettre à l'inspection le rapport d'incident une fois les résultats de l'expertise du CETIM connues de manière à alimenter le retour d'expérience.

Par ailleurs, l'inspection ayant constaté que les conditions de stockage de déchets dangereux n'étaient pas satisfaisantes, il est demandé à l'exploitant d'y remédier.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Autre, Rapport incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : A ce jour, le rapport d'incident n'a pas été remis à l'inspection. Sa transmission a été rappelée à l'exploitant dans le cadre de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 2 décembre 2021 (article 4). Il est convenu avec l'exploitant que celui-ci serait transmis une fois les résultats de l'expertise du CETIM connus afin d'alimenter le retour d'expérience sur cet événement. Par ailleurs, le rapport fera état du dépassement des teneurs en dioxines au niveau des rejets atmosphériques durant la période qui a suivi l'incident.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapport d'incident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 02/12/2021, article 4
Thème(s) : Autre, Analyse des causes profondes
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de fournir, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, en application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport écrit décrivant à minima en les justifiant : [...] - l'analyse des causes profondes de l'incident : causes techniques et organisationnelles pouvant être à l'origine de l'évènement ou d'un évènement similaire, notamment celles en lien avec la prévention du risque lié au vieillissement des équipements (en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé); [...]
Constats : A ce jour, le rapport d'incident n'a pas été remis à l'inspection. Sa transmission a été rappelée à l'exploitant dans le cadre de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 2 décembre 2021 (article 4). Il est convenu avec l'exploitant que celui-ci serait transmis une fois les résultats de l'expertise du CETIM connus (cf. fiche suivante) afin d'alimenter le retour d'expérience sur cet événement. Par ailleurs, le rapport devra comprendre une analyse des causes profondes de l'accident.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapport d'incident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 02/12/2021, article 4
Thème(s) : Autre, Analyse des causes profondes
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de fournir, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, en application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport écrit décrivant a minima en les justifiant : [...] - l'analyse des causes profondes de l'incident : causes techniques et organisationnelles pouvant être à l'origine de l'évènement ou d'un évènement similaire, notamment celles en lien avec la prévention du risque lié au vieillissement des équipements (en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé); [...]
Constats : Ce silo est installé sur site depuis le début des années 2000 en remplacement d'un silo existant. Les pièces le composant étaient neuves, le silo avait été assemblé sur place. Avant l'incident et dans la mesure du possible, l'exploitant maintenait le silo presque vide (jusqu'à 30 tonnes maximum). Des échantillons des parois corrodées ont été envoyées en analyses au centre technique des industries mécaniques (CETIM). Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les résultats seront connus d'ici la fin du mois de mai. A date du rapport, les résultats n'ont toujours pas été communiqués à l'exploitant. Lors du démontage du silo, l'exploitant a constaté que l'épaisseur de la paroi était plus fine en bas du silo qu'en haut. L'hypothèse d'une corrosion chimique est émise. Suites aux discussions au sujet de l'applicabilité de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et plus particulièrement concernant le vieillissement des équipements, l'inspection confirme que ce chapitre s'applique aux substances, préparations ou mélanges. Les déchets tels que les réfiom n'entrent pas dans le champ d'application. Le futur silo ne sera donc pas soumis aux exigences de la section I : Dispositions relatives à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures conservatoires immédiates

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 02/12/2021, article 2
Thème(s) : Autre, Mesures conservatoires
Prescription contrôlée : L'exploitant prend immédiatement toutes les mesures nécessaires pour prévenir les envols de Refiom stockés provisoirement en big-bags (humidification, entreposage dans des bennes fermées, etc.) L'entreposage des big-bags de Refiom s'effectue provisoirement au niveau de la plate-forme du parc à mâchefers dont les eaux de ruissellement sont collectées dans le bassin de récupération de 1300 m3 avant envoi dans les colonnes de lavage des fumées puis dans la station de traitement physico-chimique avant rejet, tel que prévu par les dispositions de l'article 4.4.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 juin 2014 susvisé, et dans les meilleurs délais possibles à l'abri des intempéries. L'exploitant s'assure de la disponibilité du bassin de récupération de 1300 m3 de façon à ce qu'aucun rejet au réseau ne soit effectué, y compris en cas de fortes précipitations. Les justificatifs liés aux mesures prises pour répondre à ces dispositions sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Afin de palier l'absence de silo, la collecte des REFIOM est réalisée dans des big-bags par l'intermédiaire du circuit de secours qui avait été prévu lors de la construction de l'usine. Ce mode de fonctionnement nécessite toutefois des moyens supplémentaires : - renforcement des équipes : 3 intérimaires par jour en plus, 7j/7, afin d'aider les équipes en place au changement de big-bags toutes les 3/4 d'heure à une heure environ. - mise en œuvre d'engins adaptés notamment de chariots élévateurs pour maintenir les big-bags en place le temps du remplissage (ligne 4) ou procéder à leur manutention (lignes 1, 2 et 3). - EPC/EPI: -> mise en place d'échafaudages avec garde corps pour accéder en sécurité à l'exutoire et positionner le big-bag de manière à limiter au maximum la dispersion de REFIOM, -> achat de masques à ventilation assistée pour les opérateurs devant intervenir. -> achat d'une station de remplissage instrumentée : installation en place depuis le 30 mars au niveau de l'exutoire des lignes 1, 2 et 3. Cet équipement dispose d'un détecteur de niveau qui génère une alarme en supervision et stoppe la vis d'alimentation du big-bag. 10 minutes sont nécessaires pour le changer. Les installations sont dimensionnées pour stocker les REFIOM durant plusieurs heures. Une autre station est commandée pour l'exutoire de la ligne 4, le délai de livraison est actuellement de 2 mois. En attendant, le niveau de remplissage est contrôlé lors des rondes des agents. -> mise en place de vannes guillottes : leur mise en place a pour objectif de limiter la perte de REFIOM lors des changement de big-bags par fermeture de l'exutoire. Les big-bags sont ensuite entreposés, en attente d'évacuation, au niveau de la plateforme du parc à mâchefers.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en oeuvre du projet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R. 181-46 II
Thème(s) : Autre, Modification des installations
Prescription contrôlée : II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.
Constats : L'exploitant indique que les caractéristiques du nouveau silo ne sont pas encore connues à ce jour. L'exploitant devrait néanmoins privilégier un silo de petite capacité, environ 150 tonnes, afin de se rapprocher de la quantité maximale de réfiom autorisée par l'arrêté préfectoral. Il précise qu'une attention particulière sera notamment portée sur le choix du revêtement interne afin de se prémunir du risque de corrosion. L'exploitant estime que le nouveau silo ne sera pas mis en place avant mars 2023 compte tenu de la disponibilité des matériaux et des délais de livraison. Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des caractéristiques du silo retenues.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entreposage des déchets produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2004, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et les différents résidus produits doivent être entreposés séparément avant leur utilisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas des risques de pollution (prévention d'un lessivage des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et être protégés des eaux météoriques. [...] Les déchets résultant du traitement des déchets ménagers et assimilés présents sur le site sont en permanence à l'abri des eaux pluviales, à l'exception des mâchefers. [...] Le stockage des boues générées par la station de traitement des eaux n'excède pas 15 tonnes. Les boues de la station physico-chimique sont stockées en benne couverte. [...]
Constats : Les modalités de stockage des déchets dangereux autour de la zone de stockage des mâchefers ne sont pas satisfaisantes : les boues issues de la station de traitement notamment sont stockées dans des big-bags non étanches et ouverts aux intempéries. Par ailleurs, des taches de produits non identifiés au sol autour du "camembert" ont été constatées.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet